

Burundi : Réunion du directoire politique de la médiation de paix

RFI, 09/06/2008 Les envoyés spéciaux de l'ONU, de l'Union européenne et de l'Union africaine participent aussi à cette réunion qui commence ce lundi en présence du leader des FNL, Agathon Rwasa, à Sun City (Afrique du Sud). La communauté internationale se penche donc à nouveau aujourd'hui sur l'état du processus de paix burundais, à Sun City, en Afrique du Sud, aujourd'hui et demain, avec une réunion du directoire politique élargi aux envoyés spéciaux de l'ONU, de l'Union européenne et de l'Union africaine ainsi qu'au chef de la dernière rébellion burundaise, Agathon Rwasa. C'est le chef des FNL lui-même qui a lu, hier, l'annonce de la démission burundaise en Afrique du Sud, un communiqué commun des deux parties burundaises appelant la communauté internationale à continuer de parrainer la facilitation des accords de paix. La cessation des hostilités signée à Bujumbura le 26 mai a relancé l'espoir d'une paix durable au Burundi, mais il s'agit d'un travail de longue haleine.

« Nous ne pouvons plus faire marche arrière, nous sommes ensemble pour aller de l'avant » a déclaré le représentant du gouvernement du Burundi Pasteur Ndayishimiye, avant d'ajouter : « C'est un signal fort que nous envoyons à la communauté internationale ». Pierre Nkurunziza reprend la main « Le président a renversé la situation de façon spectaculaire... Mais ses méthodes parfois explosives inquiètent, et ses adversaires n'ont pas dit leur dernier mot... » Agathon Rwasa - Chef des FNL « C'est faux et archifaux de dire que les FNL recrutent. Au contraire, les gens sont tranquilles, il suffit d'être quelques uns à partager un verre et on est accusé de tenir une réunion politique. Ce sont des méthodes d'intimidation du gouvernement, des méthodes qu'il faut décourager ». Mais le message aurait été encore plus fort si le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, avait choisi de prolonger sa visite de travail en Afrique du Sud pour y rencontrer le chef de file des FNL. « Il soutient la rencontre, nous sommes ses mandataires » a répondu Ndayishimiye. Les FNL pour leur part ont indiqué qu'elles avaient rédigé une lettre destinée au directoire, qui dans quelles conditions le groupe rebelle acceptera de désarmer et d'émobiliser ses troupes avant leur intégration au sein des corps de polices et de l'armée. Ces conditions portent essentiellement sur deux points, qui sont des points d'achoppement, et pas des moindres : l'immunité des troupes, et la reconnaissance officielle de l'organisation par le gouvernement. Pretoria est conscient du chemin qui reste à parcourir, si l'on en juge par les déclarations de l'ambassadeur sud-africain Kingsley Mamabolo : « Sur le Burundi, nous commençons à sentir que nous savons où nous allons ». De son côté, Agathon Rwasa a réfuté ce week-end les accusations du gouvernement burundais, qui a annoncé samedi la poursuite de recrutements massifs par les FNL. Enfin, à Bujumbura, le président Nkurunziza semble avoir repris la main, après avoir eu des difficultés : il a récupéré une majorité parlementaire, a fait taire les leaders syndicaux et ne cède rien aux FNL.